

# tribune **HEBDO** socialiste

N° 842 — 2 F  
DU 1<sup>er</sup> DEC. AU 13 DEC. 79

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

## Convergence?



Bien que les candidats à l'élection présidentielle des quatre grandes formations politiques ne soient pas encore officiellement désignés, celles-ci sont déjà en campagne. Les condamnations hypocrites de la hâte qu'aurait mise le voisin à s'y engager ne changent assurément rien à cette donnée de fait. Giscard pour sa part a commencé le quadrillage systématique des diverses couches sociaux professionnelles : un discours inspiré sur le rôle des cadres ici, une promesse d'aide aux veuves là, un bémol sur l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ailleurs. Le P.C. lui remplit ses cahiers de revendications adressés, c'est naturel, à G. Marchais personnellement. Mais la grande affaire est ailleurs, entre le P.S. et le R.P.R., qui sont semble-t-il en pleine « convergence ».

De quoi s'agit-il ? D'une tactique fort simple dans son principe bien que certainement malaisée à mettre en pratique ; l'inspirateur en serait le CERES. Résumons-la en quelques mots : Le candidat socialiste ne peut l'emporter que si la droite se divise au moins dans ses reports au second tour. Or le R.P.R. se trouve pris dans un piège : ou bien Giscard l'emporte et l'on ne voit pas très bien ce qui restera alors d'un chiraquisme déjà ébranlé par le scrutin européen, ou bien le R.P.R. creuse son image d'opposant susceptible de constituer à terme un « recours » en contribuant à la défaite électorale de Giscard. Chirac peut perdre dans les deux cas de figure, c'est évident. Mais sur le papier la seconde hypothèse n'est pas impossible à réaliser : il suffit d'un mauvais report d'une partie de l'électorat gaulliste (quelques voix sur le socialiste, plus un certain nombre d'abstentions). Mitterrand est évidemment l'homme de la situation et le CERES l'interlocuteur valable. Le « projet socialiste » rédigé par Chevènement peut d'ailleurs s'avérer d'un grand secours par les quelques perches qui y sont tendues : reprise volontaire d'une croissance forte, politique « d'indépendance nationale », force de frappe, etc. Il ne s'agit évidemment pas de signer un accord P.S.-R.P.R., mais plutôt de créer, au-delà des divergences qui subsistent et qui seront maintenues, un climat de refus qui en s'appuyant sur les effets de la crise et de la politique

d'austérité de Barre entraînerait la défaite du pouvoir giscardien en 81.

Nous pouvons être inquiets. Non pas du fait que le candidat socialiste veuille convaincre des électeurs de droite pour l'emporter. Mais du prix à payer pour une telle opération et donc des risques (même en termes de majorité électorale) qu'elle implique. Nous sommes pour notre part fermement opposés à toute politique de « grande » puissance, aux sirènes nationalistes, à la force de frappe, aux ventes d'armes et au type de croissance que ces choix supposent. Nous sommes en même temps nettement en faveur d'une politique de désengagement des blocs, donc opposés à l'atlantisme et à l'accentuation de l'intégration européenne. Une expérience de gauche dans notre pays ne pourrait réussir qu'en s'inspirant des acquis de ce qui fut, il y a quelques années, le « neutralisme actif » et qui aujourd'hui se proposerait de rompre délibérément (et sans doute unilatéralement) avec les politiques de puissance, la course au surarmement, l'accumulation des richesses pour les uns et l'extension de la faim pour les autres.

Ces idées, ainsi que, plus généralement, celles de l'autogestion et de la lutte pour les contrôles populaires, doivent aujourd'hui trouver un soutien plus large et donc une expression politique autonome dans les combats politiques à venir. Tel est le sens de la candidature d'Huguette Bouchardeau en 81 décidée par le Conseil du Havre. Nous entendons peser sur les réalités politiques, sur les orientations et les alternatives qui aujourd'hui s'élaborent. Notre choix à gauche est net et sans aucune ambiguïté, mais nous n'entendons pas délivrer de chèque en blanc, il faudra débattre de nos propositions. Tel est le sens de la proposition de « contrat présidentiel » faite par le Conseil du Havre. Ainsi entendons-nous jouer, au plein sens du terme, notre rôle de parti politique.

A nous de savoir dès maintenant mettre en œuvre des campagnes d'action efficaces. Moins mais mieux peut-être. Avec plus de suivi certainement. L'indispensable popularité de nos propositions en dépend.

Serge DEPAQUIT

# SUR LE TAS

## M.A.N.

### CONGRES DU MAN

#### VERS L'AUTOGESTION LE DIFFICILE CHEMIN DE LA DEMOCRATIE

En dehors des décisions, des textes publiés, c'est l'impression qu'on garde à l'issue de ce congrès du M.A.N., qui se déroulait, début novembre à Orléans. Congrès qui regroupait quatre-vingts délégués des groupes de base — instance responsable — que fédère le M.A.N. (Mouvement pour une alternative non-violente).

Étaient-ils mandatés — ou pas mandatés — pour prendre position sur le problème de l'avortement? En tout cas, dans tous les collectifs de base « avortement-contraception », on leur avait demandé de prendre position sur ce problème. Aussi les délégués ne reculèrent-ils pas devant leurs responsabilités. Et si le débat fut difficile en même temps que riche sur le fait de savoir s'il y avait violence à avorter, violence à mettre au monde un enfant non-désiré, et quelle était la nature de ces violences... le M.A.N. se prononçait pour une extension des droits octroyés par la loi Veil (mineures, immigrées, centres d'orthogénie...).

Tout ceci a demandé de longs débats en commissions, puis en A.G., puis renvoi en commissions et enfin discussion finale en

assemblée générale. La démocratie a son rythme, elle demande du temps, le temps de s'expliquer, le temps de trouver ce sur quoi il y a consensus et ce sur quoi il y a des divergences. C'est la principale leçon que j'ai retenu de ce congrès de quatre jours.

C'est bien aussi à l'épreuve du temps que le M.A.N. jugera (et fera un bilan), la Convergence pour l'autogestion. Les Journées de Grenoble, en janvier 80, seront pour lui un test. Éprouvées par le temps aussi, les nombreuses actions de désobéissance civile (renvois de livrets militaires, 3% Larzac, etc.) où un certain nombre de militants P.S.U. (1) côtoient quotidiennement les militants du M.A.N. : à propos du Larzac, de l'O.P. 20, et des objecteurs insoumis...

Un œil, déjà, vers les présidentielles : Garaudy? il intéresse... Huguette Bouchardeau? on se connaît...

Enfin le M.A.N. a décidé d'exercer son travail de(s) l'année(s) à venir sur :

- la course aux armements ;
- la faim dans le monde.

Là-dessus aussi, il y a moyen de travailler ensemble...

Huguette GUYET

(1) Par exemple, nombre de militants ouvriers (du Rhône, de Montbéliard...) et paysans (du Jura, de Vendée...) du P.S.U., comme j'ai pu le constater.

## train de la vie

### SNCF

Le gouvernement et la direction mettent en œuvre une importante restructuration de la S.N.C.F. La remise en cause des acquis des cheminots est un des aspects de cette restructuration.

Après des années de négociations, le gouvernement a décidé d'imposer par décret, la nouvelle réglementation du travail, le « P4 ».

Si la mesure la plus spectaculaire de ce décret est l'instauration de la conduite à agent seul, la nouvelle réglementation touche toutes les catégories de cheminots. Partout elle accentue la baisse des effectifs (comme au triage de Sotteville actuellement en grève contre la suppression de 41 postes), elle aggrave les conditions de sécurité et ne satisfait pas les revendications de réduction du temps de travail.

Face à ces attaques, les directions syndicales n'ont proposé que des grèves de 24, 48, 96 heures... en saucissonnant catégorie par catégorie.

La majorité des cheminots s'aperçoivent que cette tactique de « harcèlement » ne permet pas de faire céder le gouvernement. Beaucoup se demandent même si ces grèves ne sont pas organisées finalement pour nous épuiser, nous démoraliser.

ser. Les directions syndicales devraient tenir compte de l'opinion des cheminots et pourtant, rien n'y fait, la discussion, l'information sont bloquées.

Syndiqués C.G.T., C.F.D.T. et non syndiqués de Rouen et de Sotteville, réunis au soir de la grève du 13 septembre, nous avons décidé d'agir pour changer cette situation. A la réunion suivante, nous étions soixante et avons constitué un comité de mobilisation unitaire. Nous avons lancé un appel affirmant notre opposition aux grèves de 24 h., pour la grève nationale reconductible, organisée dans l'unité et contrôlée par les cheminots grâce à l'élection de comités de grève comme au triage de Sotteville.

Cet appel a recueilli près de cinq cents signatures à Rouen et Sotteville.

Le problème que nous posons est national. Nous nous adressons donc à tous les cheminots de France et aux syndicats pour qu'ils reprennent cet appel. Dans cette optique, nous envisageons d'organiser une réunion nationale, le samedi 8 décembre à Rouen, de tout ceux qui veulent s'associer à notre démarche.

Comité unitaire  
de mobilisation des cheminots  
de Rouen et de Sotteville

## International

### MOURIR POUR LE SHAH?

Les États-Unis menacent de bombarder l'Iran, Khomeiny menace de faire tomber le régime américain. On dirait que le monde est en train de se précipiter vers un conflit embrasé. Le Moyen-Orient d'abord, le monde ensuite, va-t-on mourir pour le Shah? La question est posée au moment où nous écrivons ces lignes...

Rappelons-le immédiatement : le P.S.U. a toujours condamné la prise d'otages, elle dessert la compréhension et la solidarité nécessaire lorsque la cause est juste. Ce n'est pas un hasard si la cause palestinienne a connu un soutien élargi à partir du moment où les Palestiniens ont cessé d'avoir recours à cette pratique. En outre, le non respect de l'immunité diplomatique n'a jamais été favorable aux révolutionnaires souvent obligés de se réfugier dans une ambassade pour échapper à une mort certaine, on l'a vu au Chili ou ailleurs.

Cela dit et qui devrait être dit, on ne peut pas ne pas être frappé par la violente campagne de dénigrement systématique menée par la quasi-totalité de la « grande » presse contre la révolution iranienne. Contre l'attaque à travers Khomeiny, contre le fanatisme religieux, « médiéval » d'une population qui vient de renverser le régime terroriste du Shah ressemble fort à une réhabilitation directe ou non du régime déchu. C'est surtout ne rien comprendre — ou faire semblant — sur la nature profonde du populisme musulman comme forme de refus massif de l'oppression impérialiste à laquelle vient d'être soumis tout un peuple pendant vingt longues années. C'est ne pas comprendre la haine implacable que voue tout un peuple à son oppresseur.

Quelle que soit la part de l'intoxication volontaire pour braquer l'opinion contre ces « sous-développés », la campagne vise aussi à occulter les raisons profondes de la situation actuelle.

#### La raison profonde

En effet, l'occupation de l'ambassade américaine par les étudiants liés à Khomeiny et la requête d'extradition du Shah ne constitue qu'une petite partie — la pointe visible de l'iceberg — d'une intense bataille politique qui a pour enjeu le contrôle de l'Iran.

Il est clair désormais que les Américains n'ont pas renoncé à récupérer une influence déterminante dans la région vitale du golfe Persique. S'ils ont renoncé à faire revenir le Shah, ils espéraient disposer d'hommes sur place en Iran même capables de les aider dans leur dessein.

C'est dans ce contexte que s'est située la rencontre à Alger, à l'occasion des fêtes du 1<sup>er</sup> Novembre, entre le Conseiller spécial — très spécial même — de Carter, Brzezinski, et l'ex Premier ministre Bazargan. Cette rencontre est survenue au milieu d'efforts américains pour rassembler un front d'opposition à Khomeiny, front relativement hétérogène, composé de l'Ayatollah Shariat Madari (qui n'a pas son ayatollah?) proche des grands et moyens commerçants du Bazar, la bourgeoisie nationale iranienne, et une fraction du Front national de Sandjabi, de l'ex-ministre des Affaires étrangères Yazdi, le tout avec des appuis sérieux dans l'armée (tous les officiers ont été formés aux États-Unis).

L'occupation de l'ambassade U.S. à Téhéran et la requête de l'extradition du Shah représentent la riposte politique de Khomeiny à ce « complot ».

#### Une requête légitime

Sur le plan du droit international, la requête d'extradition de l'ex-monarque iranien à sa légitimité, celle qui a été établie par le Tribunal de Nuremberg ou mieux encore par le Tribunal Russel contre ceux qui violent les droits des peuples. Le gouvernement israélien qui doit se souvenir du rapt et du procès d'Eichmann, suivi de son exécution, devrait être discret dans ce domaine.

Bien sûr, les avantages de politique intérieure pour Khomeiny sont considérables. Cette « action » lui a permis non seulement de couper court aux visées américaines, mais aussi de créer un climat d'unité nationale, d'« union sacrée » même contre les deux ennemis les plus haïs de l'Iran : l'impérialisme américain et son ex-agent à Téhéran. Cela permet opportunément d'oublier les problèmes internes, en particulier ceux posés par les minorités nationales, Kurdes, Arabes, etc.

Carter de son côté, en accordant l'hospitalité au Shah — sous la pression de Kissinger et de Rockefeller (Chase Manhattan Bank), et malgré les avertissements pressants de l'ambassade américaine à Téhéran! — a montré à la fois son mépris et son ignorance des sentiments populaires en Iran et son incompréhension de la force du mouvement anti-impérialiste dans le pays et au Moyen-Orient dans son ensemble.

Maintenant, comment sortir de cette spirale qui peut mener au désastre ou à l'apocalypse? Il semble que seule la création d'une Commission internationale — quant à nous, nous proposons le Tribunal Russel — pour juger les crimes du Shah, peut être la solution honorable à la fois pour permettre la libération des otages et satisfaire la revendication légitime du peuple iranien.

Bernard RAVENEL

## agriculture

**LA FRAGNEUSE (JURA) :**  
Relaxe (quasi) générale des vingt paysans et cultivateurs inculpés. Cette affaire foncière qui débuta en 1974 et dont Tribunal socialiste et Germinal ont rendu compte régulièrement voit s'achever de façon définitive sa phase juridique.

Le 11 novembre 1977, la Cour d'Appel de Besançon condamnait quatre inculpés à un mois de prison, avec sursis, et 1 000 F d'amende, quinze à 500 F d'amende avec sursis et 500 F d'amende (pour voies de fait envers huissier). Trois autres bénéficiaient d'une relaxe.

Le 23 novembre 1979, la Cour d'Appel de Dijon, suite à un pourvoi en cassation, confirmait le jugement prononcé par le Tribunal de Grande Instance de Dôle le 1<sup>er</sup> juin 77 : relaxe pour dix-neuf inculpés auxquels on reprochait « un vol de documents, des dévastations, vols et recels de récoltes » ; le vingtième est condamné à quinze jours de prison avec sursis et 500 F d'amende pour voies de fait envers un huissier de justice.

Rappelons brièvement que les organisations agricoles du Jura (F.D.S.E.A., Paysans Travailleurs, M.O.D.E.F., J.A.C., C.N.J.A.), avait soutenu un fermier contre ses propriétaires et un cumard de la plaine voisine. Ce soutien avait été actif : labours, semailles, récoltes en 1975, 1976, 1977.

Comme nous l'avons expliqué dans Germinal, la lutte s'est achevée faute de combattants : le fils du fermier renonçant à prendre la succession de son père, les autres paysans du village, au nom de leur propre droit au travail, n'ont pas osé contester (jusqu'au bout) le droit de propriété. Aujourd'hui, les propriétaires (dont un inspecteur de police divisionnaire en retraite) ont repris l'exploitation des terres à leur compte...

En somme, tout en finit pas si mal dans cette lutte foncière qui demeurera, dans toute la région, un symbole, celui de la lutte du droit au travail contre le droit de propriété.

Hubert GUYET

Projet de brochure agricole du P.S.U. qui sera élaborée lors de la réunion de la Commission Agricole les 15 et 16 décembre à l'Institut rural Loire-Océan, La Nabiterie, VARADES 44, près d'Ancenis.

**PLAN** (dans le cadre d'une autre logique économique pour la gauche).

TITRE : 2.

Avant-propos.

Introduction.

1. L'AGRICULTURE ET L'ESPACE RURAL DANS LA CRISE
  - a) l'agriculture pénétrée par le capitalisme,
  - b) les couches sociales à la campagne et les inégalités.
2. VERS LE SOCIALISME A LA CAMPAGNE... QUELLES FORCES SOCIALES ?
  - 2.1. Quelle place pour les para-agricoles ?
  - 2.2. Ouvriers-paysans, même combat ?
    - Contrôle sur la production.
    - Contrôle sur l'espace.
  - 2.3. Aspirations des couches moyennes et ambiguïtés, convergences et limites. Exemples : énergie et emploi, et occupation de l'espace, le tourisme à la campagne.
3. VIVRE, PRODUIRE, TRAVAILLER AUTREMENT A LA CAMPAGNE...
  - a) des propositions :
    - droit au travail pour tous,
    - un revenu sûr et décent,
    - le foncier : la terre, outil de travail,
    - le financement de l'agriculture,

- des formes d'organisations collectives à la campagne, agriculteur (coop) et autres (forestiers),
- un statut pour l'agriculteur,
- des salariés agricoles comme les autres salariés,
- des équipements collectifs à la campagne,
- les collectivités locales créatrices d'emplois.

b) Vers la planification de l'agriculture et de l'espace rural :

- nécessité de planifier la production agricole,
- le droit à des produits de qualité,
- tenir compte de la dimension internationale de la production agricole,
- le contrôle sur le foncier,
- l'aménagement de l'espace rural,
- pour un développement autocentré régional (éléments pour une procédure).

Annexes : les Statuts.  
L'idéologie.

Les camarades qui désirent avoir les paragraphes déjà élaborés doivent les demander à la Commission Agricole, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Date : du 15 décembre à 15 h au 16 décembre après-midi.

LIEU : Institut rural Loire-Océan, La Nabiterie, VARADES (44 - Loire-Atlantique), près d'Ancenis. Tél. (40) 83.40.78.

Gare d'Ancenis-NANTES. Amener sac de couchage.

PREVENIR : Joachim LEBOT : 15, avenue C.-de-Gaulle, 44340 BOUGENAIS. Tél. (40) 65.19.90.

DEMANDER : Billet de Congrès au P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

## bide

### UN DIALOGUE...

Pour Mémolre : StOLERU est un des rares battus de mars 78; il ne s'en est pas remis et tient à prendre sa revanche! Par tous les moyens, il tente de s'imposer sur la ville. Pour cela, il a un allié sûr, le Maire Maurice JEANDON (« Apolitique », cela va de soi). STOLERU n'a pas osé, aux dernières cantonales, se présenter sur St-Dié: il a pris le petit canton rural de Provenchères-s/Fave, avec les méthodes que l'on devine. Malgré ses initiatives souvent malheureuses, STOLERU a fait réaliser un sondage qui montre que son image n'est pas reluisante. Sa côte descend; alors il fait feu de tout bois!

En septembre dernier, émission « MIDI-PREMIÈRE » avec la sirupeuse Danielle GILBERT. Les associations folkloriques, invitées en dernière minute, n'ont pas su que c'était une opération STOLERU. Ce dernier a monopolisé le micro. Le lendemain les associations dénonçaient d'ailleurs dans la presse de subterfuge.

Début novembre, le Maire JEANDON provoque une réunion d'Associations de travailleurs immigrés, avec les responsables de Centres Sociaux et l'ASTI de St-Dié pour préparer une journée d'amitié placée dans le cadre de la semaine de dialogue Français-Immigrés. Comme par hasard, le seul jour disponible de l'avis du maire est le mercredi 21 novembre après-midi (1). Il est prétexté que la salle des fêtes n'est libre qu'à ce moment là! Les participants sont étonnés, pas longtemps, car un conseiller municipal lâche une gaffe en disant que l'invitant est M. STOLERU. Du coup les représentants des centres sociaux refusent de collaborer à une manifestation dont le but est de promouvoir STOLERU en utilisant des sentiments humanitaires. Les représentants des Travailleurs Immigrés font comprendre que le chantage à la carte de séjour les oblige à participer. Le Président de l'Amicale Portugaise signale d'ailleurs que le « Ministre » lui a déjà demandé d'assurer la partie spectacle de la manifestation. Tout a donc bien été préparé d'avance et cette réunion ne devait servir que de caution. Voyant sa manœuvre hypocrite déjouée, le maire va tenter de remplir la salle avec des enfants et des personnes âgées.

Aussi, dans la semaine, la presse locale, pourtant toute acquise à STOLERU, reconnaissait le « bide » en termes élégants. La télévision régionale et la « Liberté de l'Est » parlaient de « public parsemé ».

### Section P.S.U. ST-DIÉ

(1) Le mercredi 21 novembre n'est pas un jour férié; les familles étrangères n'ont pas à un spectacle sans le Père. C'est pourquoi les personnes présentes ont marqué leur étonnement. C'est en fait le calendrier de Stoleru qui commandait!

## informatique

### CONTRE LA SOCIÉTÉ

C'est sur ce thème que plusieurs journaux et revues ont jugé important d'organiser une rencontre nationale; cette rencontre aura lieu à Paris les 8 et 9 décembre (C.H.U. Pitié-Salpêtrière, Amphi F, 105, bd de l'Hôpital, 75013 Paris, à partir de 10 h).

Il est temps, en effet, de confronter une réflexion sur la société informatisée, qui sort du discours dominant des N.O.R.A. de technocrates, du ministère de l'Industrie, des P.T.T., des multinationales et des spécialistes de l'informatique.

Cette initiative se veut résolument pluraliste.

1. Faire émerger d'autres paroles: celles de tous ceux qui subissent l'informatique dans leur travail et leur vie, des informaticiens qui se posent des questions sur leur pratique, des syndicalistes, des féministes, des écologistes, des animateurs de radios libres, des chercheurs, des militants politiques, des journalistes...

2. Rassembler des expériences et des réflexions pour l'instant dispersés et contribuer au développement d'un courant critique de l'informatisation de la société.

3. Définir des axes de lutte immédiats, des moyens d'action, des pratiques alternatives.

Participation: 20 F.

Pour inscription, écrire à: Communications et recherches, 1, rue Keller, 75011 Paris. Tél. 805.07.65.

Permanence le jeudi de 19 à 21 H.

Revues et journaux organisateurs:

*Cahiers du féminisme, Communisme, Critique communiste, Critique de l'économie politique, Critique socialiste, l'Économie en question, Dialectiques, l'Étincelle, la Gueule ouverte, Partis pris, Revue mûrage, la Revue d'en face.*

### VOUZIERES : SOIREE...

Le 16 novembre, cinq insoumis de Champagne-Ardenne ont accueilli par M. Baudier, maire P.S. et par deux adjoints P.S.U. (Michel Coistia et Raymond Goury), lors d'une réunion sur la transgression de la loi sur l'objection de conscience, qui regroupait environ quatre-

vingts personnes venues apporter leur soutien à cette forme d'action.

Les cinq objecteurs expliquèrent le sens de leur attitude. Coistia rappela le rôle impérialiste de l'armée, son action colonialiste, le combat du Larzac, l'absence de droits civiques et le non respect du statut d'objecteur. Goury protesta contre l'incohérence de l'Etat qui fait une différence entre les cinq cents premières demandes d'objection collective et qui refuse systématiquement les deux cents suivantes. D'autre part, il constate l'hypocrisie des députés qui ont voté une loi qui doit rester inconnue des intéressés. Il salue le combat courageux des objecteurs, tout en reconnaissant les autres formes de lutte contre l'armée que le P.S.U. soutient globalement. Baudier apporte le soutien du P.S. qui a inscrit l'objection de conscience à son programme depuis 1972 et demande la publicité de la loi et son application entière.

Après un exposé de la situation des objecteurs OP 20 par l'un d'eux et l'intervention favorable du représentant d'Amnesty international, une motion a été adoptée par les présents et soutenue par une vingtaine d'organisations dont le P.S.U., le P.S., la F.E.N., la C.F.D.T., la F.E.A. Champagne-Ardenne, la L.C.R., la C.S.C.V. Châlons, Ardennes-écologie, alternatives au nucléaire, etc. Ils demandent:

1° Que le Conseil d'Etat statue dans les plus brefs délais (sur le recours des insoumis).

2° Que le statut soit accordé à tous les objecteurs, et plus généralement à tous ceux qui en font la demande, quels qu'en soient les motifs.

3° Que les objecteurs ne soient pas pénalisés pour leurs opinions actuellement ils doivent deux ans de service civil et sont privés des droits de réunion et de manifestation ainsi que des libertés politiques et syndicales).

4° Que tous les jeunes gens incorporables soient informés de l'existence du statut d'objecteur.

5° Que cesse la répression très dure que subissent tous ceux qui n'acceptent pas le système militaire tel qu'il est (objecteurs, insoumis, déserteurs, comités de soldats, renvoyeurs de livrets).

## courrier

### CE QUI NE PEUT PLUS DURER DANS LE P.S.U.

Évidemment, ce qui ne peut plus durer, c'est qu'il est trop petit; c'est l'écueil essentiel. Le P.S.U. a raison mais ne pèse plus sur rien. « A quoi sert-il? » dirait-on du plus génial des auteurs qui ne serait pas publié.

On a beau répéter, avec raison, que le rôle du P.S.U. ne sera pas tenu par d'autres. Sauver l'honneur de la gauche et du mouvement ouvrier n'est plus convaincant. Seules les thèses erronées de l'avant-garde éclairée peuvent justifier la survie du PSU dans les conditions actuelles. (Étudiant, j'ai adhéré il y a quelques semaines et je crois qu'il y a bien des illusions à dissiper de la part des militants sur notre importance qui serait — dit-on — limitée, mais réelle.)

Si le P.S.U. doit servir, allons-y. Premièrement dotons-le d'un programme original. Cessons de nous définir par rapport aux autres selon un « nimisme » qui a toujours eu cours: « ni S.F.I.O., ni P.C. » dans les années 60, « ni gauche réformatrice, ni groupes léninistes » après 68. Un parti s'est brisé à ce petit jeu du coup à gauche et du coup à droite.

A cet égard, il est plus que temps de relancer le fameux « laboratoire d'idées » du P.S.U. que Rocard n'a pas du emmener en partant... Notre position de **partisans révolutionnaires de l'autogestion et de l'écologie au sein du mouvement ouvrier** est une chance. Saisissons-la.

Une recherche sérieuse sur l'autogestion, l'écologie, le marxisme, le productivisme, la nature des pays de l'Est, la légalité, la violence, etc., est possible. D'autant que notre potentiel militant (faible, mais seul à être présent à la fois dans le mouvement ouvrier et les nouveaux mouvements sociaux) peut vérifier les nouvelles pratiques découvertes: autre militantisme, désobéissance civile, etc.

Si le P.S.U. peut avoir ce rôle, il rendra un immense service au mouvement ouvrier. Mais il va de soi que nous ne sommes pas les seuls à vouloir cela. Nous sommes tous les sauveurs (Rocard...). C'est considérer définitivement que la gauche du P.S. et du P.C. est bloquée et que l'espoir durable est à chercher ailleurs.

Enfin, et c'est le plus difficile, c'est avoir la foi dans le P.S.U., croire que nous sommes précisément au creux d'une vague. On ne s'attarde pas dans les traversées du désert sans risquer beaucoup.

Si des jours meilleurs pour le Parti n'arrivent pas dans un court terme, il faudra en tirer des conclusions courageuses.

Luc DOUILLARD (Nantes)



# spécial conseil

## CONSEIL NATIONAL DU HAVRE

Après les textes publiés dans le n° 841 de *T.S.-Hebdo* « Pour un contrat présidentiel », « Présentation d'une candidature P.S.U. aux élections présidentielles », motion présentée par la Commission élus et pouvoir local, tous adoptés à l'unanimité ou à une large majorité, nous publions un certain nombre de motions ou de résolutions importantes présentées au Conseil.

## LA PÉRIODE ET LE RÔLE DU P.S.U.

### I. - LA SITUATION AUJOURD'HUI

La situation économique internationale est aujourd'hui dominée par le rebondissement de la crise, la disparition des quelques signes de relance de l'an passé (la reprise américaine de 77 et 78) et la reprise de l'inflation à un taux élevé. Cette fois la récession sera générale et simultanée (facteur aggravant) dans l'ensemble des principaux pays capitalistes, même si l'on ne peut encore prévoir exactement l'ampleur de cette nouvelle dépression.

La bourgeoisie américaine veut utiliser ces tendances pour reconverter son propre appareil industriel et modifier à son avantage la division internationale du travail (priorité aux secteurs de haute technologie, par exemple informatique, sources énergétiques, ou d'autres secteurs comme l'agro-alimentaire). En même temps, les incertitudes de la politique américaine, la garde l'Iran, la lente qui s'y manifeste, les tensions croissantes sur les déséquilibres croissants qui se font jour entre pays capitalistes (par exemple liens entre la crise pétrolière et les accords de Camp David).

Ce sont d'abord les pays du Tiers-Monde non pétroliers et les plus pauvres qui paieront cette nouvelle restructuration capitaliste. La faillite des promesses du Nouvel Ordre Economique International implique donc une augmentation de l'écart entre les pays et les pays riches.

Cette situation se traduit, par ailleurs, dans les rapports entre les pays capitalistes avancés par un conflit interne entre les Etats-Unis d'une part, la C.E.E. et le Japon d'autre part, la disparité entre nations fortes et faibles s'aggravant au fil de la crise.

Enfin, les inégalités entre classes s'accroissent elles aussi. Pour dominer la tendance inflationniste et pour récupérer des marges de compétitivité, des gouvernements ont recourus à des politiques récessionnistes, au blocage des salaires et des dépenses d'utilité sociale, tandis que les investissements sont orientés vers la restructuration technologique.

En France, l'activité économique connaîtra un freinage important (2,5 % de croissance de la production en 1980 selon les experts gouvernementaux) qui se traduira par une nouvelle augmentation du chômage. Dans le même temps, la libération des prix et l'accentuation de la politique d'austérité entraîneront pour l'année qui vient une baisse sensible du pouvoir d'achat.

Parallèlement, le gouvernement joue à fond du besoin de sécurité engendré par la crise et cherche à conditionner l'opinion pour lui faire accepter ses projets : restructuration capitaliste, nucléaire, renvoi des travailleurs immigrés, etc.

En face, quelle riposte ? L'an dernier, des luttes importantes se sont déroulées dans les régions menacées, et le gouvernement a dû payer très cher l'émiettement du mouvement dans la sidérurgie. L'aggravation du plan Barre peut donc offrir un terrain nouveau à la recomposition d'un front syndical. Mais deux éléments sont à prendre en compte :

— l'échec de mars 78 et l'absence d'alternative politique ;  
— les conséquences sociales et psychologiques de la crise.

**1. Les conséquences de l'échec de mars 78 et le développement des luttes sociales.**

L'échec de mars 78 n'a pas été seulement la défaite d'états-majors politiques sclérosés, mais aussi une défaite du mouvement populaire. Dans les mois qui viennent, on ne peut guère attendre que des actions communes sur des thèmes limités et défensifs. A court terme, la situation politique marquée par les présidentielles ne recèle pas de facteurs de déstabilisation du système et c'est sur le plan social que va se jouer l'ensemble du combat de classe. Situation qui rappelle plus celle des



années 50 que celles des quatre ou cinq années qui avaient précédé mars 78.

a) *Un combat prioritaire.*

C'est sans doute l'évolution du rapport des forces dans le champ social et notamment syndical, qui commande aujourd'hui le déblocage des forces politiques.

A ce propos, il est bon de voir que la restructuration a comme conséquence :

— une diminution générale de l'emploi ;  
— une stagnation des postes nécessitant une haute qualification ;  
— une augmentation du nombre des techniciens et des travailleurs déqualifiés ;  
— une intégration croissante du tertiaire dans le mode de production capitaliste — extension du fordisme — aboutissant à de nouvelles formes de travail social et à la constitution de nouvelles couches salariales proches d'un comportement « ouvrier » ;  
— un développement du travail à temps partiel ainsi que des secteurs d'emploi dépourvus de statut social (intérimaires, hors statuts, etc.).

En même temps, le capitalisme actuel apparaît comme incapable, à terme, à la différence de certains « espoirs » des années 50-60, de satisfaire les besoins anciens et nouveaux de la plus grande partie des masses populaires. L'emploi et le travail sont aujourd'hui le terrain central où s'expriment les conséquences sociales de la crise. La préoccupation de la bourgeoisie est de sauver les équilibres du système en réduisant la force de travail occupée, en augmentant l'exploitation de celle qu'elle emploie, ainsi qu'en marginalisant des secteurs déjà importants de jeunes, femmes, etc. C'est le gâchis majeur de la période.

b) *Sur la stratégie des luttes sociales*

La stratégie à adopter pour la conduite des luttes sociales est aujourd'hui en crise, même si l'accord C.F.D.T.-C.G.T. a permis une certaine reprise de l'action syndicale unitaire comme le montre la lutte de l'Alstom, Dassault, etc. Sur le fonds, les grandes centrales syndicales sont divisées, sur la tactique des luttes, sur l'unité et sur le contenu des objectifs. Derrière, évidemment, se profilent les divisions de la gauche politique, entre le P.C. et le P.S. d'une part, entre les diverses composantes de ce dernier de l'autre. Mais le débat syndical ne saurait se réduire à sa seule dimension politique traditionnelle. Car les enjeux sont aussi, et peut-être d'abord, de type syndical. En effet, avant mars 78, les luttes sociales pouvaient, pour une large part, être interprétées dans le cadre d'une perspective politique générale de changement, même si les syndicats ont eu le tort de trop concéder à cette donnée. Aujourd'hui, la situation est différente et les luttes syndicales posent le problème de leur aboutissement :

— Ou bien on les conduit dans une perspective de rassemblement d'un vote de

protestation en 1981, en accentuant les tactiques de « dénonciations » et de rassemblement des mécontents, mais avec le risque, faute de résultats sur le terrain, d'éteindre l'ampleur du mouvement social — or, cette tendance est fortement présente au sein de la C.G.T.

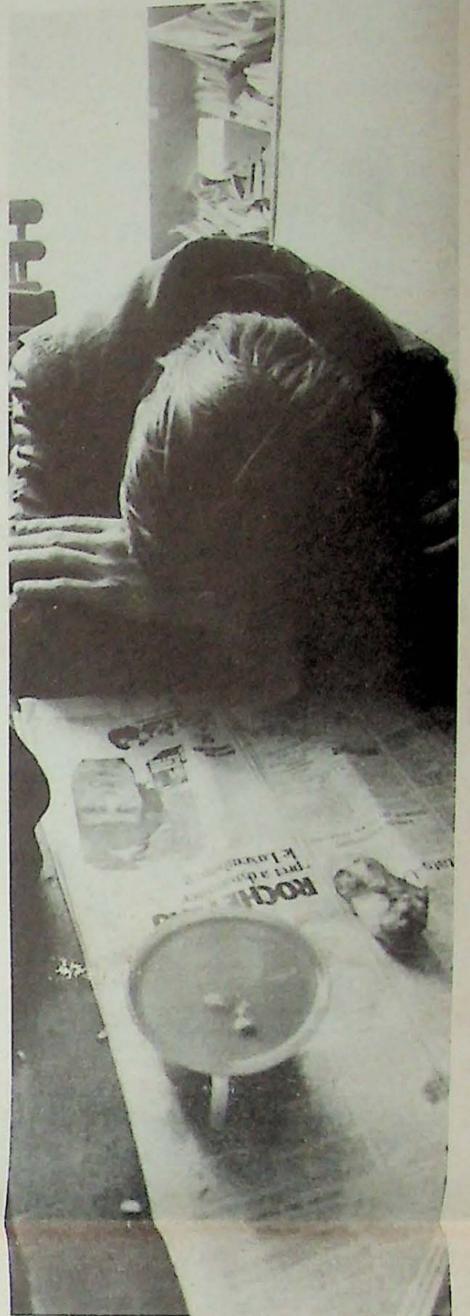
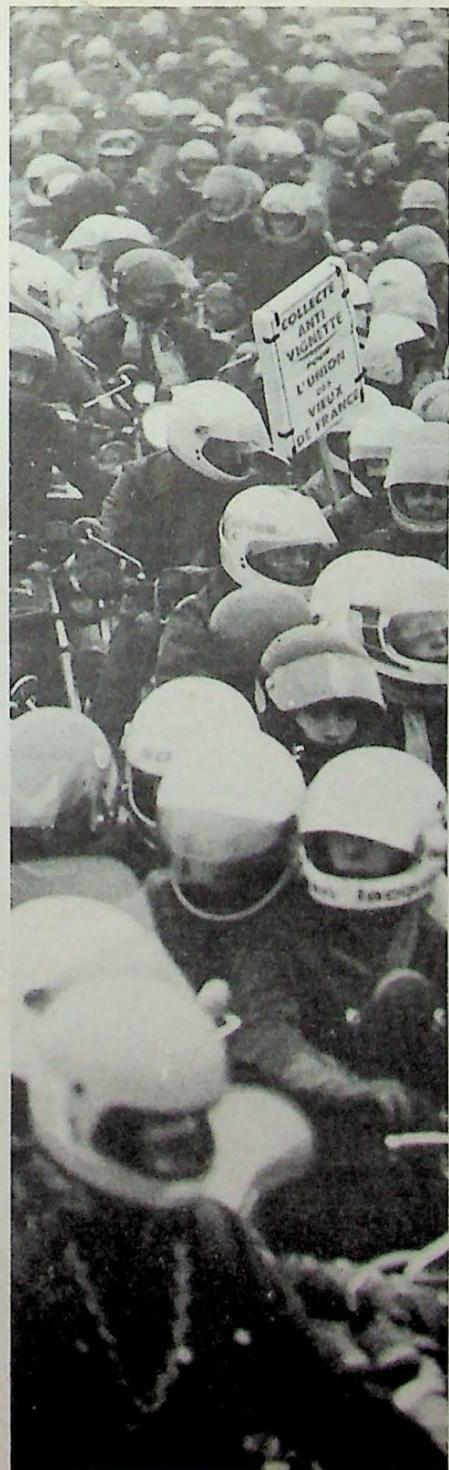
— Ou bien on tente de dégager une stratégie, visant à obtenir des résultats tangibles à l'action. Nous pensons que sur ce plan, la direction de la C.F.D.T. a posé une question juste, même si nous ne partageons pas toujours sa façon d'y répondre. En effet, nous avons pour notre part soutenu la marche du 23 mars organisée par la C.G.T. qui a incontestablement constitué un moment de la riposte ouvrière à la politique de restructuration capitaliste. Il s'agissait là pour nous d'un choix significatif, en dépit des réserves que nous pouvions avoir sur certains mots d'ordre de la marche. Face à l'accentuation de la politique d'austérité du pouvoir des choix de classe clairs doivent être faits. Ils impliquent que soit nettement écartée toute illusion quant aux marges de manœuvre qu'offrirait la politique « d'ouverture sociale » du pouvoir. Telles sont les réserves que nous formulons pour notre part sur la politique dite de recentrage de la C.F.D.T.

### 2. Quelles perspectives ?

a) *la recomposition du champ politique*

Pouvoir et patronat utilisent la crise pour arracher un consensus sur les « sacrifices à consentir » (cf. nucléaire). De plus, l'insécurité de l'emploi pèse, en beaucoup d'endroits, sur la combativité des travailleurs. Cependant, la politique de Barre présente quelques faiblesses : l'inflation devait être réduite, or elle sera de 10 % cette année, et sans doute en progrès l'an prochain. D'où la nécessité d'une politique encore plus énergique, puisqu'il faut aller vite avant 1981. Or, Giscard doit garder son assise sociale, et elle inclut nécessairement le soutien de secteurs assez larges de couches moyennes touchées, elles aussi, par la crise. D'où les efforts de « décrispation » et la tentative d'organiser la vie politique dans le strict cadre du quadripartisme.

C'est d'abord par son avantage sur le plan politique que le pouvoir contrôle la situation. D'où la nécessité pour les forces populaires de parvenir à terme à la reconstruction d'une alternative politique. Mais comment ? La constitution d'un bloc social



majoritaire doit, aujourd'hui plus que jamais, trouver son assise et ses formes d'existence sur le terrain des luttes, nous l'avons déjà relevé. Mais le développement de celles-ci ne saurait pour autant résoudre tous les problèmes. Les rapports politiques eux-mêmes sont en question. Les stratégies du P.C. et du P.S., aujourd'hui bloquées, doivent selon toute vraisemblance le rester jusqu'en 81 au moins. La rupture entre P.C. et P.S. apparaît comme un fait durable de la vie politique française.

Le P.C. s'enferme dans une position de repli, l'ensemble de son action tend à son renforcement. Il prétend faire l'unité à lui tout seul. Son mot d'ordre d'unité à la base recouvre une stratégie visant à regrouper des mécontents dans son sillage. Il est clair aujourd'hui qu'aucune unité entre P.C. et P.S. n'aura lieu à la base sans un déblocage au sommet. Pour le P.C.F., il ne s'agit pas de rechercher des solutions constructives aux problèmes posés par la crise et l'austérité, mais de chapeauter certaines luttes pour apparaître comme le seul véritable soutien des travailleurs dans le but de renverser les rapports de force à gauche.

Quant au Parti socialiste, il cherche, pour des raisons essentiellement électorales, à maintenir un langage unitaire, sans que cela permette de lever les obstacles à l'unité d'action. Son « projet socialiste » n'apporte pas, non plus, de réponse socialiste à la crise. Par delà les divergences qui s'expriment en son sein, sa stratégie reste celle d'une adaptation à la restructuration du capitalisme, le débat ne portant en fait que sur les modalités de cette adaptation.

Les organisations d'extrême-gauche s'avèrent incapables de sortir des schémas traditionnels. Cependant, même profondément inadaptée à la situation actuelle, l'extrême-gauche reste une réalité dans la vie politique, conserve un potentiel militant important et réalise des scores électoraux appréciables y compris parmi les travailleurs. Toute confrontation politique ne doit pas être abandonnée, les possibilités d'action commune apparaissent néanmoins de plus en plus difficiles, en raison même du repli sur l'appareil que connaissent la plupart des groupes, elles ne sont pas à rejeter en fonction d'échéances concrètes.

La construction d'une alliance des forces populaires ne peut donc sérieusement progresser sans la recomposition du champ des forces politiques de gauche. D'où la nécessité de l'affirmation d'un projet alternatif. Pas d'unité durable sans remise en cause des schémas qui ont fait faillite, pas d'avancée des modes et objectifs d'action du mouvement populaire sans renforcement de l'audience du courant

autogestionnaire. Telle est la tâche prioritaire du moment; elle sera déterminante dans la perspective de l'élection présidentielle (y compris en ce qui concerne ses suites possibles).

C'est dans ce contexte que le pouvoir entend limiter l'expression politique aux seules quatre principales formations. La campagne des européennes l'avait révélé à l'opinion publique, les récentes initiatives de Giscard confirment ces visées: appel au « consensus » social, projets de financement des quatre grandes formations, etc. Visiblement, le pouvoir songe à faire évoluer la France vers un système beaucoup plus proche de certains modèles européens.

Or, la réduction du débat politique au cadre du quadripartisme ne signifie pas que les quatre grands partis sont d'accord, encore moins que nous les renvoyons dos à dos. Mais il vise à l'étouffement des sources d'innovation de la vie sociale et politique qui finissent par s'imposer au reste des forces populaires. Il s'agit de préserver les grands partis des pressions des minoritaires, de favoriser l'élargissement des grands courants, d'empêcher l'expression de revendications incontrôlables dans le jeu institutionnel traditionnel. Le fait que ces forces soient minoritaires ne les rend pas pour autant moins dangereuses. Divers exemples (lutte des Lip, avortement, et, plus récemment, les radios libres) viennent précisément montrer comment une lutte originellement très minoritaire peut trouver — lorsqu'elle correspond au sentiment d'une large fraction de l'opinion — un vaste écho jusqu'au sein des grandes forces de gauche. C'est avec cette perspective qu'un combat original contre le quadripartisme peut s'organiser qui ne se fonde pas sur des refus simplistes renvoyant dos à dos les partis de gauche et les soutiens du pouvoir. C'est l'intervention d'une gauche différente mobilisant les forces pour la mise en œuvre de propositions significatives et originales qui peut déplacer à terme les rapports politiques aujourd'hui apparemment bloqués. Divers signes indiquent qu'une fraction de l'opinion (encore faible) souhaite et pressent la nécessité de l'ouverture d'un tel pôle. La difficulté est précisément de le mettre en œuvre. Or, le P.S.U. est aujourd'hui la seule force sur laquelle on peut fonder un tel projet, même si ses moyens sont relativement limités.

b) pour dégager une alternative

Comment déstabiliser le cadre politique que le pouvoir entend imposer?

D'abord par la reprise d'un ample mouvement social qui peut être encouragé

par le récent accord C.G.T.-C.F.D.T. Le mouvement social peut prendre des contours et des formes très diversifiées (lutte sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat, mobilisation contre le nucléaire, mouvement des femmes contre la loi Veil, etc.).

Mais pour que les tentatives de relance du mouvement social conduisent à un redressement durable, susceptible de rouvrir des perspectives politiques, deux conditions doivent être réunies, et le P.S.U. doit s'impliquer dans leur réalisation.

1. Il s'agit de faire avancer des propositions susceptibles de donner aux luttes un contenu **alternatif** à la politique actuelle du pouvoir et assez souvent différent de ce qui est proposé par la gauche actuelle (dans les domaines de l'emploi et du travail, de la consommation, de l'énergie, de la Sécurité sociale, de la lutte des femmes...). Alternatif en particulier parce que le mouvement social ne peut se développer que sur des perspectives répondant à la crise du capitalisme et non en défendant les formes capitalistes antérieures qui précisément sont en crise.

Aujourd'hui, dans la C.F.D.T. et aussi à la C.G.T., dans les organisations de consommateurs et autres mouvements, il existe des courants qui s'interrogent sur ce genre de problèmes et qui considèrent que ni le P.C., ni le P.S., n'y répondent de manière satisfaisante.

Le danger est qu'ils ne se voient offrir comme solution qu'une voie de compromis avec la bourgeoisie moderniste et qu'ils la perçoivent comme la seule réaliste. Il nous appartient donc de formuler des propositions qui fassent la jonction entre les objectifs immédiats de lutte et les axes prioritaires d'une transition socialiste, et fondées sur les réalités économiques et sociales.

Avancer ces propositions, en débattre avec les militants des différents mouvements sociaux et politiques, est contribuer à la fois à la progression du mouvement de masse et à celle du courant autogestionnaire.

2. Il s'agit aussi de réapprécier, en fonction de la situation présente, le chemin de l'unité populaire. L'efficacité de l'action suppose une redéfinition des objectifs de lutte « par le bas » (cf. les alternatives régionales pour l'emploi). Elle suppose aussi la reprise d'un mouvement articulé de forces nouvelles tendues vers la conquête d'objectifs partiels. Elle suppose enfin la formation et l'extension par le bas — au niveau des collectivités locales, par exemple — de formes de contrôles populaires allant jusqu'à l'élaboration de projets

de transformation et de reconversion sur le plan économique, énergétique ou régional.

en eux-mêmes, les appels généreux à l'unité de la gauche sont vains. La période pendant laquelle les décisions politiques venaient d'en haut et de l'extérieur du mouvement social est révolue. Cela nécessite un certain type de rapports avec les forces de la gauche traditionnelle et avec les « nouveaux mouvements sociaux ».

— avec les forces de gauche: propositions précises sur des aspects significatifs liés à une perspective claire sur le plan stratégique. Dans cet esprit, des accords unitaires avec tout ou partie de forces de gauche peuvent représenter des avancées significatives contribuant à la construction de l'unité populaire. L'accord intervenu sur le nucléaire en est un exemple qui pourrait, sans doute, être repris sur d'autres terrains de lutte que nous entendons privilégier;

— avec les « nouveaux mouvements »: respect de leur autonomie et de leur spécificité, refus du suivisme critique.

Le P.S.U. doit être le lieu privilégié permettant la confrontation critique des besoins parfois contradictoires exprimés par l'ensemble de ces forces dans une perspective d'unification et de synthèse au moins partielle.

Nous devons être capables de lier dans le parti la partie la plus consciente du mouvement ouvrier et la partie la plus significative des nouveaux mouvements dans une perspective d'une avancée des niveaux de conscience politique de l'ensemble du bloc anticapitaliste.

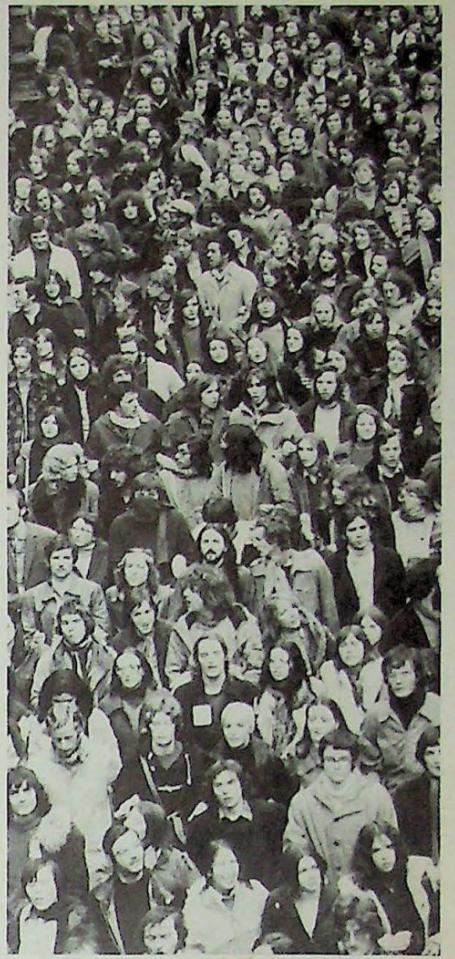
## II. - LE ROLE DU P.S.U.

### 1. Sur l'unité aujourd'hui

Le P.S.U. ne peut aujourd'hui centrer son action sur la reconstruction de l'unité politique de la gauche. Dans une période où les stratégies du P.C. et du P.S. sont bloquées dans un affrontement pour la conquête d'une position dominante, une telle attitude serait inopérante. Bien plus en se contentant en fait d'inviter les autres à s'unir on risque de nuire gravement à l'identité politique du P.S.U.

Nous récusons l'assimilation entre la recherche d'une plus grande insertion du parti dans le mouvement ouvrier — ce qui est une volonté commune — et l'adoption d'une stratégie centrée sur la reconstruction d'un accord politique des partis de gauche.

Pour autant, cela ne signifie pas une renonciation à la stratégie d'unité populaire. La constitution d'un bloc social **majoritaire** reste notre préoccupation



essentielle. Elle doit, aujourd'hui plus que jamais trouver son impulsion dans le développement des luttes contre la politique économique et sociale du pouvoir. Débats et actions unitaires avec la gauche traditionnelle sont, à ce niveau, indispensables. Mais les rapports politiques sont aussi en question. La défaite de la gauche a aussi été due à l'absence d'un courant autogestionnaire suffisamment fort. Renforcement d'une gauche différente et **affirmation** d'un projet politique **alternatif**, sont pour le P.S.U. la meilleure façon de contribuer **actuellement** à la construction de l'unité populaire.

### 2 - Sur les écologistes

L'attitude vis-à-vis de l'écologie et des mouvements écologistes est du même type que celle que nous devons avoir vis-à-vis de tous les autres mouvements sociaux. C'est-à-dire: préserver l'autonomie de ces mouvements et développer les positions politiques du P.S.U. sur l'écologie et les luttes économiques.

C'est-à-dire sur:

a) la dimension écologique du projet autogestionnaire est au cœur de notre conception de la société, du travail et de la vie. Elle ne se réduit pas à un supplément. Elle constitue une des contradictions majeures entre ce projet et ceux de la gauche qui restent productivistes.

b) A l'inverse, l'écologie ne peut être considérée qu'au sein d'un projet global de société (avec l'ensemble des luttes et aspirations sociales qui le portent) dans lequel un certain nombre de militants écologistes se retrouvent déjà.

Cependant, la situation est plus complexe, dans la mesure où, à la différence d'autres mouvements sociaux, le mouvement écologique est à la fois:

— une force de pression de type parasindical;

— et est aussi, de fait, une force politique qui apparaît régulièrement dans le champ politique institutionnel, en particulier aux élections, depuis 1974. Cette force politique n'est pas unifiée, même si ceux qui voudraient la constituer partagent souvent en commun les deux principes suivants:

- l'écologie serait une perspective en soi;
- la distinction entre les partis de droite et ceux de gauche serait secondaire, ce qui est en totale contradiction avec les analyses constantes du P.S.U. Les écologistes divergent, en effet, sur la façon d'apparaître en tant que force politique:

— d'autres se contenteraient d'une force de pression permanente, gérant un capital électoral pouvant être décisif pour gagner les élections (par exemple aux présidentielles).

Mais le combat écologique n'est pas réductible aux forces qui prétendent le représenter. Les luttes écologiques trouvent un écho croissant dans les organisations syndicales et du cadre de vie, voire au P.S. et au M.R.G. Dans la situation présente, le P.S.U. doit:

— engager ses militants à mener la lutte écologique dans les formes les plus appropriées;

— en tant que force politique, faire des analyses, des propositions et engager des actions sur ce terrain;

— mener un débat avec les écologistes pour faire ressortir les impasses d'un « parti vert » quelle que soit la variante.



**VOTE PAR DÉLÉGUÉS :**  
 Pour: 93 - Contre: 5 - Abstention: 29 -  
 Refus de vote: 3.

# spécial conseil

## MOTION « EMPRISONNÉS »

Jean Fabre, secrétaire du Parti radical italien, comme de nombreux soldats et militants civils sont aujourd'hui emprisonnés pour avoir contesté par divers moyens l'institution militaire actuelle.

Le P.S.U. s'élève contre les atteintes aux libertés individuelles, dénonce le rôle du T.P.F.A., tribunal d'exception, en réclame la suppression comme de toutes les autres juridictions d'exception. Il exige la libération immédiate des militants emprisonnés.

Le P.S.U. participe à toute initiative large allant dans ce sens.

UNANIMITE

Le Conseil national du Havre prend en considération les propositions de mode de fonctionnement contenues dans la première partie du texte 3.

## RENFORCEMENT DU B.P.

Pour permettre d'impulser avec plus d'efficacité les campagnes définies en particulier dans les commissions de conseil national et dans la C.N.E. de Nancy.

Le Conseil national souhaite que la D.P. renforce le B.P. et le secrétariat par de nouveaux camarades représentatifs des préoccupations contenues dans ce texte.

Motion présentée par les délégués du texte 3.

1<sup>er</sup> paragraphe (vote par délégué) :  
Pour : 75 - Contre : 17 - Abstention : 12 - RV : 1.

2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> paragraphes (vote par mandats) :  
Pour : 280 - Contre : 145 - Abstentions : 92 - RV : 33.



## DÉCLARATION DU TEXTE 2

Nous récusons l'affirmation selon laquelle l'heure ne serait pas à la lutte pour le pouvoir, mais à l'affirmation exclusive de soi, parce que les stratégies du P.C. et du P.S. ne laisseraient pas d'autres possibilités.

Le P.S.U. doit se proposer aujourd'hui, dans la période actuelle, d'œuvrer à la construction d'une alternative politique de gauche au pouvoir.

Il ne s'agit évidemment pas de reconstituer l'unité politique de la gauche telle qu'elle a existé entre 1972 et 1978, et dont nous avions combattu à juste titre, à l'époque, le contenu programmatique et les modalités.

Mais c'est dès aujourd'hui qu'il faut poser les jalons d'une nouvelle unité.

C'est cette perspective qui peut donner un sens à notre intervention dans les luttes sociales et politiques.

Ce qui signifie :  
— œuvrer à l'émergence de dynamiques unitaires, même partielles

— engager l'action et le débat avec les autres forces de gauche, politiques, syndicales, associatives pour faire avancer des propositions et un projet qui seraient l'amarce d'un débouché politique aux luttes sociales.

Dans la période actuelle, le P.S.U. doit s'atteler à développer les trois points suivants.

**1. RENFORCER L'ACTION UNITAIRE** pour s'opposer aux objectifs de la droite qui cherche à imposer de nouvelles conditions de travail et d'exploitation (démantèlement du mouvement ouvrier organisé, travail interrimaire, hors statuts, retour des femmes au foyer, accentuation de la dégradation des milieux naturels du cadre de vie) pour intégrer notre économie dans le système capitaliste international.

**2. SITUER CLAIREMENT NOTRE INTERVENTION DANS LE CHAMP SOCIAL.** Proposer une alternative majoritaire de gauche implique la prise en compte des luttes sociales dans tous leurs aspects. Il est faux de distinguer le mouvement ouvrier d'un côté et les nouveaux mouvements sociaux de l'autre, comme si la lutte contre le chômage et les luttes écologiques, féministes, nationalistes, etc... étaient autre chose que les terrains divers sur lesquels peut se développer la même lutte de classe et où peuvent se nouer les alliances sociales dans la perspective de

l'unité populaire. Ceci implique une pratique d'élaboration et de proposition unitaire qui n'a aucun rapport avec l'idée de jouer le créneau des nouveaux mouvements sociaux contre la gauche traditionnelle, mais qui a pour objectif la prise en compte par le mouvement ouvrier et populaire global de tous les aspects des luttes sans lesquels il n'y a pas de réponse à la crise capitaliste.

La lutte contre le chômage suppose nécessairement de poser les questions travailler et vivre autrement et au pays alternative de développement contrôlable, notamment sur le plan énergétique.

**3. ŒUVRER A LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE A VOCATION MAJORITAIRE AUTOUR D'UN PROJET AUTOGESTIONNAIRE.** Cette perspective doit privilégier la pratique des contrôles populaires et ouvriers et se développer à partir des revendications de travailleurs dans et hors de l'entreprise.

Ces trois tâches ne peuvent avoir de sens que si elles sont menées à la fois dans les luttes, avec les autres parties de gauche, les syndicats, les mouvements sociaux, les associations, etc... et dans le champ institutionnel.

Il nous paraît vital pour l'avenir de répondre aux questions qui sont posées au mouvement ouvrier, et d'avoir pour cela le débat à la fois dans le P.S.U., car chaque militant (é) a son apport spécifique, et hors du P.S.U., car nos interrogations sont celles de nombreux militants (tes), et ce pour une confrontation collective.

Nous mettons dans ce Conseil National l'espoir qu'il entamerait le processus qui permettrait cette élaboration, et sa traduction dans nos interventions. Force est de constater qu'il n'en a rien été et qu'aucune des préoccupations dont nous faisons état n'a été prise en compte par la majorité de circonstance de ce conseil.

Il est pourtant essentiel que le débat qui a été mis sous le boisseau ce week-end ait lieu, et nous pèserons de tous nos efforts dans ce sens. C'est la raison pour laquelle nous maintenons notre texte avec les amendements ci-joint, non pour affirmer des positions, mais pour que des questions continuent à être posées.

## VOTE PAR MANDATS

POUR 136 — CONTRE : 358 — ABS-  
TENTIONS : 71 — NPPV : 27.

## MOTION DE SOUTIEN AUX OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Etant profondément attachés aux Droits de l'homme.

Rappelant que le P.S.U., quant à lui, encourage ses militants à effectuer leur « service national » afin de faciliter à la lutte des soldats pour la reconnaissance des droits démocratiques dans l'armée et particulièrement la liberté syndicale.

Mais constatant que le droit à l'objection de conscience qui est — en principe — garanti par un statut, est actuellement remis en cause : en effet, la Commission juridictionnelle chargée de son application a accepté cinq cents demandes, mais refusé toutes les autres, bien que formulées en termes identiques à ceux des demandes acceptées.

Sachant qu'un objecteur de conscience refusé, qui persiste dans son objection, est considéré de fait comme un insoumis et risque de se voir infliger une peine de deux ans de prison.

Ne pouvant accepter cette violation de la loi, ni le délit d'opinion que sanctionnent les peines encourues par les objecteurs refusés.

Le P.S.U. décide d'apporter son soutien effectif aux objecteurs de conscience arbitrairement refusés, tant que le bénéfice du statut ne leur sera pas accordé.

UNANIMITE

## MOTION DU B F DE PARIS

A la suite du remplacement de F. Brousse à la D.P., sans qu'il soit tenu compte de la proposition exprimée par la fédération de Paris, se pose de nouveau le problème de la représentation de la fédération de Paris à la D.F. et de son autonomie par rapport aux instances nationales.

Considérée par beaucoup comme un appendice du National, un réservoir de « main d'œuvre à bon marché », une pépinière de futurs responsables, le fédé de Paris a beaucoup de mal à exister en tant que telle et donc à développer des campagnes adaptées à Paris et à ses habitants.

Un tel état de fait permet de développer un centralisme parisien mis en cause par un grand nombre de fédérations. Aussi nous demandons :

1. que soit mis en place le plus rapidement possible un groupe de travail comprenant des camarades de la fédé et du B.P. pour examiner :

— La localisation hors de Paris d'un certain nombre de commissions nationales ;  
— La reconnaissance de l'identité régionale de la fédé de Paris ;  
— La nature des liens fédé de Paris/National.

2. que les résultats de ces travaux servent de base à un débat sur ce sujet à la prochaine D.P.

Adoptée à l'unanimité des présents

le 21 nov. 79

*L'amendement présenté par le camarade Chabert a été publié sous le titre : P.S.U. si c'était l'an prochain, dans le n° 837 de T.S.-Hebdo sous les signatures de J. Chabert, M. Duby et C. Saint-Antonin ; il a été repoussé avec huit voix pour et quinze abstentions (vote par délégués).*

## Immigrés

### IMMIGRES : UNE BATAILLE...

La grande presse, les organisations syndicales, les partis de gauche ont peu réagi à la magouille de Bonnet au Sénat le 7 novembre. Le ministre de l'Intérieur demandait ce jour-là de voter contre son projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France parce que les amendements qui avaient été adoptés dénaturaient les intentions gouvernementales : les sénateurs, émus par les atteintes aux droits les plus élémentaires contenus dans ce projet de loi, avaient, en effet, adopté quelques aménagements positifs : garanties pour les résidents privilégiés, limitation des conditions d'expulsion, possibilité pour des étrangers de se marier librement... Les parlementaires U.D.F. ont donc, à la demande de Bonnet, refusé ce texte parce que trop libéral ; le R.P.R. et quelques centristes, favorables au projet amélioré se sont prononcés pour l'opposition, en s'abstenant, a joué la politique du pire. C'est finalement le texte adopté en juin par l'Assemblée nationale qui sera appliquée. Le gouvernement a gagné : le contrôle au faciès peut être légalement instauré, la détention administrative est légalisée, les motifs d'expulsion vont être multipliés.

Le pouvoir peut donc considérer maintenant avoir les mains libres pour continuer avec le projet Stoleru et d'Ornano. Le premier veut diviser les immigrés en deux catégories : d'une part, ceux à qui il ne reconnaît qu'un droit temporaire au travail et au séjour et qu'il peut renvoyer du jour au lendemain ; d'autre part les « privilégiés » qui, eux, auront une carte de dix ans, mais qui ont intérêt à ne pas être au chômage plus de six mois, à ne pas rentrer en retard de leurs congés payés, à ne pas troubler l'ordre public, car alors ils pourraient être expulsés. Le projet d'Ornano, lui, veut légaliser la répression dans les foyers : pas de statut de locataires, pas de droit de visite, pas de représentation collective des résidents.

La répression contre les immigrés, les refoulements, les expulsions de foyer vont donc avoir de nouveaux moyens pour s'exercer. Mais au-delà des étrangers, ce sont les libertés de tous qui sont en cause. Le projet Bonnet institue la suspicion a priori, il soumet le droit à l'arbitraire de l'administration et de la police, il supprime le recours aux garanties judiciaires pour toute une catégorie de la population. Le projet Stoleru met en cause les droits des travailleurs en cas de chômage, porte atteinte aux recours possibles en cas de licenciement, instaure un contrôle fiscal lors de la délivrance de papiers administratifs (1). Le projet d'Ornano, rédigé à l'intention des immigrés vivant en foyers, concerne également diverses « catégories particulières de population » : « personnes âgées, jeunes travailleurs, personnes handicapées ou travailleurs migrants par exemple » (exposé des motifs).

Contre cette atteinte aux libertés, la mobilisation de l'opinion publique en générale et surtout de la classe ouvrière ne se fait pas. Le 17 octobre, la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. n'ont réuni que 2 à 3 000 personnes pour une manifestation centrale contre ces projets de loi, encore la moitié était-elle venue à l'appel des organisations de solidarité (F.A.S.T.I., M.R.A.P. S.O.S. Refoulement...). Les centrales ont accusé la presse de ne pas avoir informé, mais qu'elle a été, par ailleurs, l'action d'envergure que les syndicats annonçaient en septembre ?

Les organisations immigrées avec leur peu de moyens, les mouvements de solidarité, les églises tentent de palier à ces déficiences des organisations syndicales et politiques. Les A.S.T.I. — Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés — (2), réunies en congrès à Lyon les 10 et 11 novembre ont réaffirmé avec force leur volonté de se battre contre la répression, les projets de loi et pour l'égalité des droits entre Français et Immigrés. Elles se sont interrogées sur l'avenir de l'immigration et surtout de la seconde génération. Elles ont redéfini leur solidarité avec les travailleurs immigrés en affirmant que leur soutien pourrait se traduire par des actions illégales. Elles se sont engagées à développer la formation sociale, juridique, culturelle et politique des Immigrés et à favoriser leur expression ; un effort parti-

culier sera fait en direction des femmes et des jeunes immigrés. Les A.S.T.I. ont également adopté une motion condamnant les discriminations dont les femmes immigrées sont victimes en raison de l'application actuelle de la loi Veil.

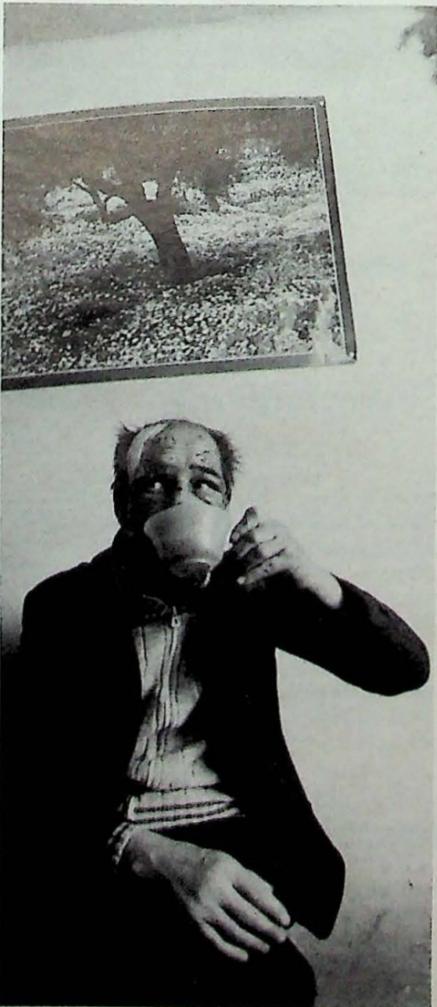
Le Collectif S.O.S. Refoulement (3), qui réunit une trentaine d'organisations immigrées et françaises, lors d'une conférence de presse du 15 novembre, a présenté un bilan de son action. Il a rendu public un dossier « Simplifions la vie administrative des étrangers » qui est une réponse, appuyée sur des exemples précis, à un argumentaire sur les projets de loi diffusés par les services du Premier ministre.

Le groupe œcuménique qui avait publié au printemps la plaquette « Les Immigrés en France aujourd'hui » a présenté le 19 novembre un nouveau document « Les raisons de notre refus » (4) Il dénonce, dans ce second document, les atteintes aux droits de l'homme que tentent de légaliser les projets de loi et qui sont déjà commises dans les pratiques administratives à l'égard des immigrés.

Un peu partout des actions ont été menées pour dénoncer et contrer l'opération « Semaine du dialogue » que Stoleru a eu l'indécence d'organiser. Les A.S.T.I. ont qualifié cette opération de « sinistre mascarade » et S.O.S. Refoulement d'« hypocrisie ». Des actions seront également menées ces prochains jours contre les projets de loi par les organisations immigrées et les mouvements de solidarité. Une manifestation aura lieu le 1<sup>er</sup> décembre à l'appel du Comité de coordination des foyers en lutte, d'un certain nombre d'organisations françaises et immigrées et de sections ou U.L. syndicales. Le P.S.U. appuiera ces différentes initiatives.

Gérard DESBOIS

(1) En effet, dans le projet Stoleru, il est précisé que pour avoir le renouvellement de leurs cartes les immigrés devront justifier du paiement de leurs impôts.  
(2) F.A.S.T.I. — Fédération des A.S.T.I. — 4, square Vitruve, 75020 Paris. Tél. 360.84.41.  
(3) S.O.S. Refoulement — M.T.I. — 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. 372.75.85 — Permanence tous les jours de 18 h à 20 h.  
(4) Ces documents sont publiés par le C.I.E.M.M., 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.



## université

### VINCENNES A VINCENNES !

Pour géographique que ce mot d'ordre puisse paraître ! A y regarder de plus près, c'est bien sa dimension politique qui s'impose, sa dimension de lutte et c'est bien cela que veut exprimer l'Association « Vincennes à Vincennes » que nous avons rencontrée et qui déclare notamment « La volonté de démantèlement de Vincennes Universités Paris VIII apparaît donc clairement sous jacente, derrière le projet anodin de transfert à Saint-Denis ». Transfert : Démantèlement C.Q.F.D. ».



« L'association regroupe les personnels, les étudiants, les enseignants de tous les départements et services de l'université, par-delà les divergences politiques et les divisions syndicales qui se déterminent dans une démarche unitaire pour le maintien et de développement de l'expérience vincennaise dans sa spécificité, sur son site actuel. »

Le P.S.U. appuie une telle initiative et c'est en ce sens aussi que la délégation du parti qui a débattu avec le bureau du Conseil de l'université de Vincennes, est intervenue.

Pourquoi ?

Que représenterait l'Université de Vincennes à sa création ? Que devient Vincennes ?

Issue de Mai 68, Vincennes était le symbole réalité des acquis des luttes étudiantes et populaires en matière de formation. Acquis qui se traduisaient notamment par la possibilité pour tous les salariés non titulaires du baccalauréat désireux d'accéder à une formation dans l'enseignement supérieur de le faire.

— par l'accueil sans restriction aucune des étudiants étrangers ;

— par le refus des examens sur table ;

— par le fait que Vincennes est ouverte à la vie, puisé dans la société des centres d'intérêts permettant colloques, débats, créations de toutes sortes, expérience hélas unique en France, d'universités en grande partie débarrassées des carcans imposés par l'idéologie de la « supériorité intellectuelle spécifique à l'enseignement supérieur ».

Vincennes a continué dans des conditions difficiles (asphyxie budgétaire), cette expérience d'inspiration autogestionnaire, Vincennes continue encore, mais se heurte à une double difficulté.

1. Lutte contre le démantèlement interne à Vincennes même.

2. Lutte contre le transfert à Saint-Denis qui signerait son arrêt de mort et permettrait brutalement la normalisation tant désirée, par Aline Saunier Saïté.

En effet, si Vincennes est le « bon exemple » pour les révolutionnaires, c'est le « mauvais exemple » dans l'Education nationale. Contradiction réelle qui fixe les limites d'une expérience révolutionnaire en matière de formation dans un système éducatif répondant quasi-totalement aux besoins de la société capitaliste, tant idéologiques qu'économiques et hiérarchiques.

Les acquis de Vincennes sont grignotés d'année en année par le gouvernement jusqu'à l'épreuve de force d'aujourd'hui qui se traduit par le diktat de la « douce Alice » Vincennes doit partir à Saint-Denis. Ne résistons pas au plaisir de citer les arguments gouvernementaux pour justifier le transfert :

1. Argument écologico-chiraquien : l'université de Vincennes occupe une place importante dans le bois de Vincennes, or il faut rendre ce bois aux Parisiens (précision : les bâtiments de l'université occupent au maximum 1/60<sup>e</sup> du bois).

2. Argument écologico-amis des bêtes de Alice Saunier Saïté. Les animaux du zoo souffrent du manque d'espace. Il faut l'agrandir.

3. Argument de pseudo-sécurité : les bâtiments sont en mauvais état.

Conclusion : Transférons les 33 000 étudiants et le personnel dans les locaux neufs de Saint-Denis.

Devinette : 33 000 étudiants s'entassent dans 48 000 m<sup>2</sup> à Vincennes. Combien dans les 24 000 m<sup>2</sup> de Saint-Denis seront accueillis ?

Information : Coût d'une réfection des locaux pour une durée de dix ans à Vincennes : 30 millions.

Coût de la seule construction de Saint-Denis : 100 millions

Et la chasse aux gaspils ?

Tous ces arguments ne sont qu'alibi de la part du gouvernement il s'agit bien de démanteler Vincennes.

Tout est prévu et tout est fait pour que ce démantèlement commence sur le site de Vincennes même. La normalisation n'en sera que plus facile à Saint-Denis, si elle a déjà une réalité à Vincennes.

1. Sélection des étudiants étrangers par l'intermédiaire des tests jugeant de leur facilité d'expression en français (cf déclaration d'Alice : « Il y a trop de puces dans l'université »).

2. « Vidage » pur et simple de tout le personnel non titulaire (la plus grande partie).

3. Destruction des équipements sociaux, crèche, école maternelle, etc... (Projet éliminé dans la perspective Saint-Denis).

— Le gouvernement dans une France où les universités sont « amorphes » s'opposera par tous les moyens à la continuation d'une expérience qui pose le problème fondamental posé par l'Ecole, en système capitaliste, celle qui maintient et qui justifie la division entre travail manuel et intellectuel l'école arbitre suprême entre ceux qui réussissaient (les « doués ») et les autres (sic !).

Il n'est pas question de dire que Vincennes a résolu la question (la révolution n'a pas eu lieu), mais Vincennes a posé et pose la question, c'est en ce sens qu'une telle expérience doit être continuée et soutenue par toutes celles et tous ceux qui envisagent une société socialiste autogestionnaire.

En ce sens, le P.S.U. doit prendre ses responsabilités sur la question et ne pas être un simple spectateur ou un seul porte-voix

Le dialogue établi entre l'Association « Vincennes à Vincennes » et le Bureau du Conseil d'université a été très riche et se poursuit. Il est fondamental qu'un rapport de forces favorables à la continuation de l'expérience sur le site actuel se développe à l'intérieur et à l'extérieur de Vincennes. Nous devons y peser de tout le poids de nos propositions et de nos actions.

Janine ROUSSEAU

IMPORTANT : L'Association « Vincennes à Vincennes » organise une manifestation à la Cour des Comptes le jeudi 29 novembre (mise en avant du gaspillage financier qu'entraîne le transfert de Vincennes à Saint-Denis).

Rassemblement à 14 h : départ de Vincennes (bassin de l'Université). 14 h 30 : Rassemblement devant le bassin des Tuileries (mètre CONCORDE). 15 h : cour des Comptes, 13, rue Cambon à Paris. OU'ON SE LE DISE !

# CALENDRIER POLITIQUE

## Calendrier santé

La Commission Santé-travailleurs social se réunira le samedi 15 décembre à 10h du matin 9, rue Borromée, 75015 Paris.

A l'ordre du jour :  
— la Sécurité sociale ;  
— la réforme des études des travailleurs/euses sociaux.

Cette commission se tiendra dorénavant tous les samedis matins où aura lieu la D.P.

## Album 20<sup>e</sup> anniversaire

Nous continuons de rechercher pour la publication de cet album, tous documents, imprimés, tracts, affiches, lettres et surtout photos présentant un intérêt historique particulier.

Les meilleurs envois recevront un exemplaire gratuit du livre à paraître au printemps.

## 20<sup>e</sup> anniversaire

La prochaine réunion générale le lundi 3 décembre à 19h, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Le bilan sera fait de toutes les prévisions: Festival cinéma, livre, exposition, montage, audiovisuel, assemblée générale, spectacle... Ainsi que des activités prévues par les différentes fédérations.

Bilan sera fait des questionnaires distribués au Havre.

Bilan sera fait des demandes en affiches, diapositives, photos demandées aux sections.

Bilan sera fait du bilan transmis au B.P.  
Pour tout contact: Gilles Marsauche, 9, rue Borromée, 75017 Paris. Tél.: 566.45.37.

## Coordination immigrés

Le 30 novembre (Paris): La coordination immigrés invite les conseillers municipaux et les militants intervenant sur les foyers, que les luttes soient en cours ou terminées, pour préparer la rencontre de Massy (Voir T.S.-Hebdo n°840) du 8 décembre. Rendez-vous à 19h, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Le 4 décembre (Paris): Réunion de la coordination immigrés à 19 heures, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Rappel: prière d'envoyer tout document (tract, affiches, articles...) des archives sont en voie de reconstitution et un P.S.U.-Doc en préparation. Des camarades ont constitué un sous-groupe D.O.M.-T.T.O.M.

## Manifestation immigrés

Le 1<sup>er</sup> décembre (Paris): A l'appel du Comité de Coordination, des Associations Autonomes de Travailleurs immigrés, d'associations françaises de soutien et d'organisations syndicales (surtout C.F.D.T.), une manifestation contre les projets de loi gouvernementaux sur les Travailleurs immigrés est organisée le samedi 1<sup>er</sup> décembre. Le P.S.U. appelle ses militants et sympathisants à apporter leur soutien à cette manifestation.

## Anti-nucléaire

Le collectif anti-nucléaire de Conflans, Achères, Andrézy, comprenant le P.S.U., la C.F.D.T., les Amis de la Terre, le P.S. invite le 7 décembre 1979, salle de la Fonderie à Conflans, à un film suivi de débats, avec participation des organisations. E.D.F. est invitée. (La rédaction de T.S.-Hebdo aurait bien aimé vous indiquer l'heure mais encore aurait-il fallu qu'elle la connaisse. Alors... prenez contact avec la section de Conflans si vous êtes intéressés).

Le 8 décembre toute la journée et le 9 décembre au matin, le Collectif anti-nucléaire vous invite à une exposition (livres, informations, diapositives...) toujours à Conflans, sur la péniche.

## La torture dans le monde

Samedi 15 décembre (Paris): La torture dans le monde, un mal qui s'aggrave. Amnesty International et l'A.C.A.T., avec la collaboration du journal *Paris XI* vous invite à une rencontre d'information-débat, samedi 15 décembre à 15h30, à l'A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne, 75011 Paris. Projection du film « L'année du tortionnaire ». Entrée gratuite. Participation.

## Agence femmes information

L'Agence Femme Information, association loi de 1901, édite une cassette «003L'avortement, 5 ans après». Au sommaire:  
— l'avortement avant la loi de 1975;

— lacunes et difficultés de la loi Veil;  
— propositions et réflexions pour demain: avortement, contraception et désir d'enfant,

Passez vos commandes en leur envoyant un chèque de 25F à l'ordre de l'A.F.I. + 3,50F en timbres.

Vous pouvez également leur demander une revue de presse sur l'application de la loi pendant la période 75-79 et une bibliographie complète sur l'avortement.

L'activité de l'A.F.I. ne se limite pas à la bataille pour la contraception et l'avortement. Initiative militante, l'A.F.I. agit pour une information différente, au service des femmes dans leurs luttes quotidiennes.

Pour tout contact: A.F.I. 104, boulevard St-Germain, 75006 Paris. Tél. le vendredi et le samedi au 236.36.33 ou 233.43.71.

## Afrique du sud: la vérité

L'Afrique du Sud, c'est 20 millions de noirs que le système de l'apartheid prive des droits les plus élémentaires... C'est 4 millions de blancs qui, grâce à ce régime fondé sur la ségrégation raciale, oppriment, déportent, exploitent, le reste de la population.

Le CRIDEV (Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Libération des Peuples, 41, avenue Janvier, Rennes), en collaboration avec la Maison de la Culture de Rennes, la Maison du Champ de Mars, et le Mouvement Anti Apartheid - Campagne Anti Outspan, sous le patronnage de la Ville de Rennes, organise à Rennes du 4 janvier au 3 février 1980 un mois d'Information sur l'Afrique du Sud et l'Apartheid.

Ce mois aura pour axe une exposition sur l'apartheid en Afrique du Sud, ouverte tous les jours de 12 à 21 heures à la Maison du Champ de Mars. Il comportera 3 débats, introduits par des films, à la Maison de la Culture:

— 8 janvier à 20 h 30: *Trois millions de déportés*: la politique du développement séparé: transformer les africains en travailleurs immigrés dans leur propre pays.

— 15 janvier à 20 h 30: *Mouvements ouvriers et luttes urbaines en Afrique du Sud*.

— 22 janvier à 20 h 30: *La France et l'Apartheid*: le dossier d'une collaboration qui contribue à maintenir l'apartheid.

Différents spectacles feront saisir la réalité de l'apartheid:

— A la Maison de la Culture, le 13 janvier à 17 h 30: *L'île*

d'Atthol Fugard. Par la troupe des Quatre Chemins. Mise en scène de Catherine de Seynes.

— Le 24 janvier à la Maison du Champ de Mars et le 25 janvier à Carrefour 18: Brian Isaac.

L'apartheid à travers l'humour grinçant d'un sud africain, conteur, jongleur, danseur, imitateur.

— *Afrique du Sud - Apartheid* montage théâtral en 10 tableaux de Jeanne Redard et Catherine de Seynes.

Une journée de Forums, le 26 janvier, de 15 à 18 heures, à la Maison du Champ de Mars, permettra à tous de suivre différents débats.

## Cherche local

Bureau d'études coopératif d'urbanisme (Acadie) cherche local commercial Paris ou proche banlieue. 40-60 mètres carrés. Tél. 543.73.74.

## Culture au ras des raquettes

Pour vos fêtes un chanteur poète. Soyez pas rance. Embauchez de préférence Guy qui a besoin de «croûter», pour une bonne intelligence, contacter la section de Maisons-Alfort qui transmettra. Rival, 4/5, rue de Valenton, 94700 Maisons-Alfort. Tél. 375.66.11.

Calendrier de l'Autogestion



1980

Pensez à votre avenir, pensez à 1980 ! et pour cela, procurez-vous le calendrier de l'autogestion. En vente au prix de 15 F, frais d'envoi compris, à l'unité ou au prix de 10 F en nombre pour les sections et fédérations. Pensez-y rapidement. 566.45.37 Martin.

## EMPLOI STAGE SYROS :

**Fonction :** Administration édition, ou Conducteur offset.

Jeunes sans emploi

Stagiaire : de 18 à 26 ans. Pour les-

femmes : plus de 26 ans si, divorcées ou célibataires avec au moins 1 enfant à charge.

Pour renseignements : Tél. 734-79-  
Pour renseignements : Tél. 734.79.11. - Mme GARNIER

## SYROS

## Les syndicats à l'épreuve

## du féminisme 48 F

*Surexploitation des femmes, oppression spécifique: Margaret Maruani en rappelle les fondements, mais s'attache surtout à mesurer l'évolution des revendications syndicales depuis 1968, leur extension à des problèmes nouveaux.*



## Le loup est dans la cave 33 F

Journal d'une institutrice, journal des enfants de quatre ans, journal plein de vie, d'invention, de dialogues, de mots d'enfants: tout l'univers de réalité, d'imaginaire, de symbole recréé autour d'une année scolaire.

SYROS

## tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique: Léo Goldberg

Secrétariat: Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique: Régis Cograne

Rédaction: tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication: Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire: 37 392

Photocomposition, photogravure, INFORMATIC-PRESS, 13, rue Kléber 93400 Saint-Ouen.

Tél.: 259-60.90. impression: S.N.I.L., 75019 Paris.

Changement d'adresse:

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

## bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs: 1 an: 150 F; 6 mois: 80 F; soutien: 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.